

CIBLE

Corsisation

Les habiletés de style n'y changent rien : le projet de loi sur la Corse est contraire aux principes constitutifs de la nation française.

La Constitution précise, dans son article 2, que « la langue de la République est le français » ce qui exclut un enseignement du corse à « tous les élèves » – parmi lesquels se trouvent, par exemple, des enfants de fonctionnaires bordelais, de commerçants alsaciens et de travailleurs marocains.

La Déclaration de 1789 proclame (article 6) que la loi est « l'expression de la volonté générale » et qu'elle « doit être la même pour tous, soit qu'elle protège, soit qu'elle punisse ». Ce qui exclut les expérimentations et les adaptations qui détruisent le principe de généralité de la loi et les dérogations (à la loi littoral) par lesquelles les personnes et les paysages cesseront d'être effectivement protégés.

Dans l'attente confiante de la décision du Conseil constitutionnel sur ces points, nous constatons que les concessions gouvernementales ont transformé l'affirmation nationaliste en revendication indépendantiste, et qu'elles n'empêcheront ni la volonté ethniciante de « corsiser » les emplois ni la chasse aux *Arabi* que dénoncent de nombreux habitants de l'île.

SIMÉON

L'avenir des Bulgares

Prince Jean

**Un voyage
au Liban**

p. 10

Idées

**Steiner
et la Bible**

p. 9

Loft Storie

La moitié des Français l'a déjà vu... l'autre moitié en a parlé ! Quant à notre ami Luc de Goustine, par l'indiscrétion d'un pharmacien ami, il a eu connaissance de la lettre adressée par sa tante à une des « lofteuses ».

Ma chère petite Loana,

Comme je suis touchée de recevoir ta belle carte postale ! Cette jolie piscine sur la pelouse verte et ces bons camarades autour de toi, souriants. Ça me confirme ce que je savais déjà : tu es une jeune fille adorable et il n'y en a pas deux comme toi pour se faire des amis. Ah, pourvu que l'un d'eux te plaise vraiment et que tu puisses faire ta vie avec lui ! C'est le souhait le plus cher de ta vieille tante.

Hélas, je n'ai toujours pas de poste de télévision et ma vue qui baisse ne m'y encourage pas ; heureusement, ma bonne voisine, le soir après souper, vient me raconter en détail ce que tu as fait dans la journée et j'ai vraiment l'impression de vivre près de toi, dans cette jolie villa de la Plaine-Saint-Denis, si généreusement prêtée par la télé pour vos vacances de printemps. Quelle bonté, chez certains ! A propos, fais bien attention de te couvrir après la bai-

gnade, parce que le temps est si changeant, cette année, qu'on passe tout le temps de l'été à l'hiver. Veux-tu que je te tricote un maillot, une écharpe ?

Une chose me tracasse un peu, je dois te l'avouer. On me dit que vous êtes - comment dire ? - empêchés de sortir de chez vous, enfin, enfermés à clé. Je ne comprends pas ça, au siècle où nous sommes, et surtout dans notre pays. Est-ce que tu es bien d'accord avec cette condition, ou veux-tu que j'aie voir notre maire, le député, pour qu'il intervienne ? Tu as signé un contrat, je comprends bien, et qui te rapportera beaucoup, si tu gagnes, bien sûr, et ce sera très utile pour monter ton trousseau, et aussi, pour ton premier bébé et pour la maison - comme je m'en réjouis ! - mais l'idée que ma petite Loana soit, pour ainsi dire, prisonnière me chagrine - c'est peut-être notre génération qui veut ça, d'avoir vécu la guerre et toutes ces hor-

reurs - enfin, si ça ne te pèse pas trop. Et de coucher en dortoir, comme en pension ? Je sais. Vous êtes filmés. Tout le temps. C'est magnifique que tu aies réussi aussi vite à te faire engager comme actrice. Et un si grand film ! Presque huit millions de spectateurs, on m'a dit, pour vous voir aller, venir, manger, boire, parler, vous habiller, et même la nuit, il paraît ; même dans la salle de bain et au petit coin - sauf qu'ils ne montrent pas ça à la télé de tout le monde : il faut payer pour voir. Ah, ma chérie, j'ai les larmes aux yeux de penser à tous ces yeux qui t'admirent ! J'en suis toute remuée, et j'ai un peu peur.

Surtout quand je pense au mal qui pourrait t'arriver, là, toute seule, avec ces personnes que tu ne connais pas et qui disent du mal de toi, certaines ; oui, on m'a dit qu'une, la langue de vipère, elle disait. Oh mon bébé, prend garde à celle-là, et même aux hommes ! Écoute un peu, le joli blond, tu sais, que tu aimais si

fort dans la piscine, eh bien, lui aussi, l'ingrat, il a dit des choses. Qu'il allait te nommer, pour pas dire dénoncer devant tout le monde, pour que tout le monde vote contre toi et te fasse sortir de force et rien gagner, oh ma petite chérie, que ça serait dommage pour ton avenir et ton couple futur et la démocratie, ça fait des jaloux, tu comprends.

Enfin, tes papa et maman sont très contents ! ; ils me l'ont dit au téléphone ; surtout de voir comme certains t'aiment bien ; mais fais attention à celui qui n'est pas français comme il faut, et même une fille qui l'est pas trop non plus. Montre-leur un peu ton caractère et ne te laisse pas tripoter, manipuler, je veux dire, pour un oui pour un non. Chez nous, on ne mange pas de ce pain-là. Même dans le commerce, on a toujours gardé sa dignité. Voilà.

Ma petite chérie, il est tard, je dois me faire chauffer mon infusion, vu que je dors mal avec cette humidité normande qui me travaille les articulations, mais je m'excuse, c'est la vieillesse, pas comme toi qui as la plus belle jeunesse et riche et célèbre et tout pour être heureuse. Pourvu que ça dure ! Mange bien, dors bien, fais tout pour te faire plaisir et gagner ton argent comme il faut et réussir ta vie comme t'as si bien commencé, pas comme ta vieille tante qui t'embrasse.

Emma B.

Ne t'étonne pas de l'écriture qu'est pas la mienne, c'est notre pharmacien qui a bien voulu l'écrire : il t'enregistre tous les soirs sur son poste pour pas en perdre ; comme un grand frère.

Réguler les régulateurs ?

On appelle ça des « autorités », on les proclame « indépendantes » et on prétend qu'elles sont chargées de « réguler » les marchés. Sans blague !

C'est une mode venue des États-Unis. Elle s'inscrit dans ce processus de modernisation qui n'est rien d'autre qu'une libéralisation de plus en plus échevelée de l'économie et de la société françaises. En substance, si l'on peut dire, il s'agit de « déréglementer » afin de « réguler ».

En fait, l'État abandonne son rôle d'arbitre, cesse d'exercer son autorité et se décharge de ses responsabilités sur des organismes administratifs autonomes. L'idée sous-jacente, c'est que l'État remplit mal ses multiples fonctions, en raison de lourdeurs bureaucratiques ou parce qu'il « politise » à outrance sa gestion. Il paraît donc logique de confier à une autorité indépendante la régulation d'un domaine particulier, assurée par des personnalités spécialisées. Ainsi, on pense éviter les interventions, les pressions et les atteintes à la liberté. Le Conseil supérieur de l'Audiovisuel est la plus connue de ces autorités, puisque cet organisme a été créé pour que la radio et la télévision échappent au contrôle politique et idéologique du gouvernement.

Or l'affaire *Loft Story* souligne cruellement l'échec complet de cette « régulation ». On s'aperçoit que le Conseil de l'Audiovisuel, tout supérieur qu'il soit, n'a pas d'autorité - ni sur le comportement des grands groupes médiatiques, ni sur les chaînes privées. Alors que les dirigeants de M6 et les producteurs de l'émission semblent contrevenir au principe du respect de la dignité des personnes, au

droit à la vie privée, et à de nombreuses dispositions du code du travail, le CSA n'a émis qu'une pitoyable protestation sur l'abus de tabac et d'alcool dans la célèbre cage, assortie d'une recommandation sur les pauses quotidiennes (hors des caméras) et sur le vote éliminatoire qui a été très facilement suivie par M6. La « pause » ne change rien au dispositif d'ensemble et le fait que désormais le public, au lieu de voter « contre », choisisse de maintenir dans la cage un candidat, par un vote « pour », n'empêche pas que l'autre candidat continue d'être éliminé selon le principe de ce « jeu ».

Une analyse plus complète montrerait que le CSA est sans doute indépendant du pouvoir politique, mais que ses membres participent d'un type de culture et sont inscrits dans un système de relations sociales qui les rend étroitement dépendants des préjugés idéologiques, des modes politiques et des sondages d'opinion.

Patent pour le CSA, l'échec est non moins évident pour les autres « autorités ». L'inefficacité du Conseil de la concurrence fait ressentir l'urgence d'une législation anti-trusts. Il est notoire que la Commission des opérations de Bourses (COB) est impuissante face à la multiplication des délits d'initiés, et l'Autorité de régulation des télécommunications semble s'emmêler dans les fils du téléphone du futur. Faut-il réguler les régulateurs ? Il serait plus simple et plus démocratique que l'État reprenne les pouvoirs qu'il a abandonnés.

Annette DELRANCK

L'hypothèse fasciste

Fascisme est devenu un terme polémique, qu'on utilise n'importe comment. Nous reprenons le mot avec gravité, selon l'analyse d'un historien américain, pour avertir d'une menace possible.

Faute d'une insurrection légitime et d'une révolution par la loi, serons-nous un jour ou l'autre confrontés, en France et dans d'autres pays européens, à un fascisme de type nouveau ? Ainsi posée, la question peut sembler absurde ou résulter de la dramatisation artificielle d'une situation instable, parfois explosive, mais qui ne paraît pas conduire à des menaces extrêmes. Au contraire, il importe de faire l'hypothèse fasciste calmement, hors de toute provocation et de toute polémique. A cet égard, il convient de rappeler que nous ne traitons pas Jean-Marie Le Pen de fasciste, quand le Front national affirmait sa puissance, que nous avons considéré J. Haider comme un personnage plus dérisoire que dangereux et que les nostalgiques du national-socialisme en Allemagne ne nous paraissent pas capables de faire émerger un nouvel Hitler.

La désintégration sociale, la surenchère décentralisatrice, la démission des détenteurs de la puissance publique et des patrons du syndicalisme, les discours sur l'Europe post-nationale et l'absence de projet politique commun sont autant de facteurs d'une angoisse qui risque d'être récupérée par un aventurier sachant utiliser les médias et rompu aux techniques de mobilisation de masse.

Pourquoi ? Parce que les conditions qui avaient favorisé les fascismes de l'entre-deux-guerres ne sont plus réunies (l'extrême gauche n'est plus menaçante, la bourgeoisie d'affaires n'a plus besoin d'utiliser des troupes de choc, il n'y a pas d'enjeux territoriaux) et parce que le fascisme ne se réduit pas à des défilés, à des chemises, à des gesticulations martiales.

George Orwell écrivait en 1936 qu'un fascisme anglais pourrait fort bien mobiliser des personnages portant cha-

peau melon et parapluie roulé. Reprenant cette réflexion de l'auteur mémorable de 1984, l'historien Robert O. Paxton, s'exprimant dans le cadre de la « Conférence Marc Bloch » (1), avait émis l'hypothèse d'une renaissance du fascisme, défini comme « un système d'autorité et d'encadrement qui, dans la représentation qu'il fait de lui-même, promet de renforcer l'unité, l'énergie et la pureté d'une communauté moderne » par un autoritarisme et des mesures d'encadrement propres à séduire une collectivité habitée par un sentiment de décadence et en proie à l'humiliation.

En France, ce type d'homme n'existe pas pour le moment ou ne s'est pas encore fait connaître - ce dont il faut se féliciter. Mais les conditions générales qui permettraient l'apparition et le succès d'un porte-parole des humiliés et des maltraités sont réunies. Voilà qui mérite réflexion.

Sylvie FERNOY

(1) Texte partiellement reproduit dans *Le Monde* du 17 juin 1994.

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (125 F) ☐ six mois (200 F) ☐ un an (300 F) ☐ soutien (600 F)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

royaliste
BIMENSUEL - DIRECTEUR POLITIQUE GÉRARD RENOUVY

SOMMAIRE : p.2 : Loft Story - p.3 : Réguler les régulateurs ? - L'hypothèse fasciste - p.4 : La solitude bulgare - p.5 : La campagne contre Berlusconi - p.6/7 : Siméon de Bulgarie - p.8 : Au carrefour des convoitises - p.9 : George Steiner et la Bible - p.10 : Un prince au pays des cédres - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : pas de compromis !

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris
Téléphone : 01 42 97 42 57
Télécopie : 01 42 96 05 53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700-ISSN 0151-5772

La solitude bulgare

Des élections législatives se dérouleront en Bulgarie au mois de juin. Elles pourraient permettre à ce pays par trop méconnu de résoudre sa crise politique endémique et d'entrer sur la voie du développement économique en un moment où cette très ancienne nation apparaît comme un facteur essentiel de la stabilité du sud-est européen.

On ne le répètera jamais assez : les principaux médias nous parlent de ce qui intéresse les gens de médias, sans souci de donner aux citoyens des informations complètes et suivies. Or la Bulgarie n'intéresse pas les médias. Pas de guerre civile, pas de conflit frontalier, une crise économique banale, des joutes politiques compliquées : c'est tout juste si on rappelle de temps à autre que le pays est candidat à l'entrée dans l'Union européenne, parmi d'autres « petits pays » qu'on fait attendre en les abreuvant de bonnes paroles.

En temps ordinaires, il n'y a donc aucune raison de se fatiguer. En cette période électorale, une brève présentation de la situation politique tarde à venir, dans le grand quotidien qui continue de faire abusivement référence. Elle tarde d'autant plus qu'un certain Siméon transforme profondément les données politiques, et qu'on trouve pénible, au *Monde*, d'avoir à commenter la démarche d'un roi chassé par les staliniens, d'un exilé acclamé lors de son retour par des centaines de milliers de manifestants (ce qui fait une belle proportion dans un pays de 8,5 millions d'habitants) et d'un démocrate exemplaire qui apparaît tout à coup comme l'homme des solutions possibles et paisibles aux problèmes du pays.

Lesquels ? Ceux d'une économie qui ne parvient pas à passer d'une structure collectiviste paralysante à une économie d'échanges libérés, et qui ne parvient pas à trouver son cap en politique économique alors qu'il lui faut reconstruire une partie de l'appareil productif et réorienter ses échanges extérieurs, naguère tournés principalement vers le monde soviétique. Ceci dans une zone géopolitique des plus troubles. D'où, depuis la chute du régime communiste, les périodes de fortes hausses des prix freinées par de durs plans de stabilisation, le chômage endémique (700 000 personnes sans emploi), la lenteur des réformes structurelles, l'exode des talents, la corruption, la misère qui frappe cruellement la plupart des retraités (ils sont environ deux millions) ruinés par l'inflation. « *L'hiver, beaucoup de mes compatriotes doivent choisir : manger ou se chauffer* » disait le roi Siméon lors d'une conférence prononcée le 10 mai à l'Institut français des Relations internationales.

A ces difficultés majeures, s'ajoute une conjoncture politique décevante. Certes, la démocratie parlementaire a été restaurée mais l'alternance entre les socialistes et une droite actuellement au pouvoir n'a pas produit les effets positifs que les candidats des deux camps laissaient espérer, et l'opinion publique s'est las-

sée : la démocratie apparaît à beaucoup comme un « jeu de dupes », selon les termes employés par le roi Siméon, l'abstention électorale est forte et un fossé profond s'est creusé entre la classe politique et le peuple bulgare.

Pourtant, les Bulgares ont réussi à maintenir un équilibre minimal, qui contraste fortement avec les catastrophes en chaînes qui frappent l'ancienne fédération yougoslave. Cet équilibre est dû à Jeliou Jeleu, qui fut un remarquable président de la République, et à son successeur, Petar Stojanov, qui paraît non moins avisé. Dirigé par un homme sage, le *Mouvement pour les Droits et les Libertés* (M.D.L.) qui recueille les suffrages des musulmans, mais aussi de juifs, d'Arméniens et de Tsiganes, n'est pas entré dans une logique identitaire et ne se situe pas dans une logique d'affirmation « ethnique » qui pourrait susciter de vives réactions. C'est dans ce contexte que se situe la démarche politique du roi Siméon.

Après maintes péripéties dont les lecteurs de *Royaliste* ont été informés, le *Mouvement national Siméon II* a été enregistré le 11 mai et devrait pouvoir participer normalement aux élections. Or ce parti recueille un nombre impressionnant d'intentions de vote et a reçu l'adhésion ou le soutien explicite de très nombreuses personnalités politi-

ques de droite et de gauche. D'où l'hostilité virulente de la classe politique bulgare (à l'exception du M.D.L.) qui agresse quotidiennement le roi Siméon et qui tient à son égard des propos parfaitement diffamatoires. On l'accuse même d'être lié aux anciens services secrets staliniens !

Ces réactions frénétiques sont à la mesure de l'angoisse éprouvée par des politiciens qui ne sont pas parvenus à redresser le pays. Le roi Siméon, quant à lui, propose au peuple un programme simple, audacieux, et qui semble susciter un vif intérêt chez les électeurs et chez les très nombreux abstentionnistes : lutte contre la corruption, par l'exemplarité des représentants du peuple et par des hausses de salaires, programme de développement portant sur les grandes infrastructures (autoroutes, deuxième pont sur le Danube), sur le potentiel scientifique et technique et sur les atouts de l'agriculture. C'est à la fois très concret et fort crédible en raison de la popularité du roi Siméon qui, sans poser la question des institutions, s'affirme comme homme d'État, pleinement dévoué à la nation bulgare et à l'ensemble de ses habitants.

B. LA RICHARDAIS

Pour en savoir plus :

♦ Jeliou Jeleu : *Bulgarie, terre d'Europe*, éditions Frison-Roche, 1998. Présenté dans notre n° 728 (prix franco : 140 F).

♦ Le site internet (<http://www.ambafrance.bg>) de l'Ambassade de France en Bulgarie qui publie notamment une analyse quotidienne de la presse bulgare, où l'on trouve nombre d'informations sur le *Mouvement national Siméon II*.

♦ Les rapports de B. Renouvin au Conseil Économique et social, l'un sur les relations culturelles, l'autre sur les relations économiques avec l'Europe centrale et orientale : on y trouve des indications sur l'histoire de la Bulgarie et une analyse des premières années de la transition (chacun de ces rapports : 85 F franco).

♦ Cf. aussi le reportage de B. La Richardais à l'époque communiste : « Le silence bulgare », *Royaliste* n° 412.

Lynchage

La campagne contre Berlusconi

Le premier des Italiens est désormais le premier en Italie. Faut-il pour autant évoquer les fantômes du Duce ou du général de Gaulle alors qu'il ne s'agit que d'une des complications du capitalisme financier international ?

La campagne lancée contre Silvio Berlusconi par l'hebdomadaire anglais *The Economist* et relayée par *Le Monde* a fait long feu. Ni xénophobie anti-immigrés de la Ligue du Nord du fantasque Bossi, électoralement laminé, ni fascisme post-mussolinien de l'Alliance Nationale de Fini, lui-même diminué, aucun argument ne pouvait laisser penser que la démocratie était en danger dans la péninsule. Les Italiens, surtout à gauche, l'avaient très mal pris. La campagne internationale desservit même sans doute la Coalition de l'Olivier. La dizaine d'instructions judiciaires méticuleusement répétées par *The Economist* n'aboutira pas plus demain qu'hier. Que reste-t-il de cette charge ?

La règle de non-confusion des intérêts privés et de l'intérêt public est certes un principe de la République. Elle suppose qu'il y ait un État. Les Italiens nourrissent quelque doute à cet égard. Le

problème est donc plus profond : de quels intérêts privés parle-t-on ? La transparence est nécessaire à tous les niveaux d'influence. Il est clair que la guerre des intérêts privés est plus vive que jamais. Berlusconi l'a emporté il y a quelques années contre d'autres intérêts, par exemple ceux de Carlo de Benedetti, ami d'Alain Minc. Benedetti guette toute cession d'actifs qui serait exigée par la loi de la part de l'empire Fininvest. Et d'autres : derrière l'attaque de *The Economist* d'aucuns ont vu la main de la City de Londres contre la City de Milan.

Allons plus loin : *The Economist* a une édition européenne et une édition américaine.

Elles sont parfois différentes, notamment leur page de couverture. L'attaque contre Silvio Berlusconi (« *pourquoi S. B. n'est pas digne de conduire l'Italie* ») ne faisait la couverture que de l'édition européenne. En couverture de l'édition américaine, le titre (et

l'article) figurait bien mais en petits caractères. A la place du visage pensif du nouveau Premier ministre italien, on trouvait celui du président des États-Unis coiffé d'un large chapeau texan sous l'intitulé : « ce choquant conservateur ». Ce qualificatif ne pouvait-il pas s'appliquer au président de Forza Italia ? N'ont-ils pas le même programme électoral avec pour premier article une réduction des impôts ? Les intérêts privés ne triomphent-ils pas autant dans l'entourage de George W. Bush et au conseil de ses ministres ?

De grandes manœuvres ont pour cadre l'Europe et le monde. Elles mettent en jeu d'immenses forces économiques et financières. Il faut analyser la victoire de la droite en Italie dans ce cadre. Le gouvernement précédent avait fait entrer l'Italie dans l'euro grâce à un projet budgétaire et fiscal contraignant. La première déclaration de Berlusconi a été pour confirmer les liens de l'Italie certes avec l'Europe mais aussi avec les États-Unis, avec une référence un peu sibylline à la défense. Qu'il s'agisse des débats sur la capacité de défense européenne ou l'indépendance monétaire, le nouveau gouvernement italien sera peut-être tenté de jouer Bush contre Prodi, non pas seulement par ressentiment contre l'adversaire en politique intérieure italienne, mais par le jeu des intérêts des groupes financiers. Ce sont ces derniers qu'il faut mettre au jour et sans doute pas seulement en Italie.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ROUMANIE** - Accueillis à l'aéroport par deux conseillers de l'actuel chef de l'État, le roi Michel de Roumanie et la reine Anne sont arrivés à Bucarest le 18 mai pour un séjour de trois semaines. Ils séjournent au Palais Elisabeta qui a été mis à leur disposition par le gouvernement. Palais chargé de souvenirs pour le roi puisque c'est là qu'il fut contraint, par les communistes, de signer son acte d'abdication le 30 décembre 1947. Depuis quelques mois, le président Ion Iliescu multiplie les gestes en direction du roi. Après l'avoir invité officiellement à venir en Roumanie, il a publiquement regretté « l'acharnement » contre le monarque dont il avait fait preuve dans le passé et rendu hommage « à Sa Majesté le roi Michel pour son action pendant la seconde guerre mondiale ».

♦ **BULGARIE** - Ce ne sont pas moins de 3800 candidats présentés par 55 partis ou coalitions qui postulent pour les 240 sièges à pourvoir pour les élections législatives du 17 juin. La coalition Mouvement national Siméon II (MNS II), regroupant le Mouvement national Siméon II, qui s'était vu refuser le droit de participer aux élections, et deux autres petits partis) a finalement pu présenter des listes dans les 31 circonscriptions du pays. Cinq petits partis ont alors retiré leurs candidats et appelé à voter pour le Mouvement national Siméon II. Les derniers sondages publiés créditaient le MNS II de 36 à 41 % d'intentions de vote, Forces démocratiques Unies (FDU) - la droite actuellement au pouvoir - de 19 à 23 %, la Coalition pour la Bulgarie (ex-communiste) de 15 à 19 % et le Mouvement pour les Droits et les Libertés (MDL) de la minorité musulmane de 4 %. Les autres partis ne franchiront sans doute pas la barre des 4 % nécessaires pour être représentés au Parlement.

♦ **AUTRICHE** - C'est à Nancy, où il s'était marié cinquante ans plus tôt, que l'archiduc Otto de Habsbourg a voulu fêter ses noces d'or. Le chef de la maison impériale, âgé de 89 ans, était accompagné de sa femme l'archiduchesse Regina et entouré de ses sept enfants et vingt petits-enfants. Plus de 200 invités de marque ont assisté à la messe d'action de grâce célébrée dans la chapelle des Cordeliers. Le prince Jean, duc de Vendôme représentait la Famille de France.

♦ **MAROC** - Le prince Moulay Rachid, frère cadet du roi Mohammed VI et prince héritier, a soutenu le 18 mai à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV sa thèse de doctorat en droit intitulée : *L'Organisation de la Conférence islamique, étude d'une organisation spécifique internationale*. Il a reçu les félicitations du jury avec la mention : « Très honorable ».

♦ **ESPAGNE** - A l'invitation de Jacques Chirac, le roi Juan Carlos assistera le 14 juillet prochain au défilé militaire à l'occasion de la fête nationale. A cette occasion, le roi et la reine effectueront leur troisième visite d'État en France.

La question de la royauté ne relève pas d'une *internationale* royaliste mais de la relation qui s'établit entre un prince qui incarne la dynastie

nationale et un peuple qui décide, ou non, de placer ses espoirs en lui. Le roi Siméon II est en tête des intentions de vote pour les élections législatives qui se dérouleront en juin prochain dans son pays. Le rôle que ce roi francophone et francophile pourrait être appelé à jouer paraît utile au développement de la Bulgarie et à l'équilibre du Sud-Est européen. C'est pourquoi nous avons sollicité un entretien que le roi a eu la bienveillance de nous accorder.

■ **Royaliste** : Sire, le peuple bulgare a beaucoup souffert au cours du siècle passé et il ne semble pas encore sorti de ses épreuves. Pourriez-vous nous dire comment vous ressentez sa situation actuelle ?

S.M. le roi Siméon : Il serait prétentieux de porter un jugement d'ensemble ! Mais j'ai l'impression que reparaissent beaucoup de traits caractéristiques, qui avaient été effacés pendant les cinquante ans du système précédent. Depuis que je peux rencontrer librement mes compatriotes, ce qui fait maintenant une douzaine d'années, je constate qu'il suffit de tendre la main au peuple bulgare pour qu'il se sente touché, rassuré. A travers les bouleversements considérables qui ont eu lieu, il est vrai qu'il y a en ce moment une recherche inquiète de l'identité. Après la longue période d'« amitié indéfectible » avec Moscou, la Bulgarie s'est complètement tournée vers l'Europe des Quinze, dans l'attente de l'élargissement de l'Union européenne. Voilà un changement de perspectives qui déboussole mes compatriotes. Mais les échanges avec les autres pays se développent, il y a beaucoup de discussions, on regarde beaucoup la télévision et les mentalités évoluent. Il y a un retour à l'histoire, aux valeurs. Tout cela prend du temps !

■ **Royaliste** : Vous avez beaucoup aidé les émigrés bulgares pendant la période communiste. Quand vous êtes revenu pour la première fois dans votre patrie, avez-vous senti une différence entre ceux qui étaient restés et ceux qui s'étaient exilés ?

S.M. le roi Siméon : Quand je suis rentré au pays, j'ai été accueilli avec un

tel enthousiasme que je ne pouvais pas sentir de différence ! J'ai été très heureux, bien sûr, de ce mouvement. Mais je me suis méfié de mes propres réactions car les suites de cet élan populaire en ma faveur pouvaient être imprévisibles. A ce moment-là, il y avait un gouvernement néo-communiste démocratiquement élu. Mais quand j'ai dit aux Bulgares qui me manifestaient leur sympathie que je les avais compris, ce fut un vrai délire ! J'ai su à ce moment-là que nous parlions si je puis dire le même langage.

Je crois aussi que le souvenir de mon père a beaucoup contribué à la chaleur de ces retrouvailles. Cela dit, il ne faut pas croire que les choses ont été simples depuis mon retour. Il est vrai que, depuis deux ou trois mois, je suscite dans l'opinion publique un courant d'adhésion important et mesurable. Mais cela fait cinquante ans que je travaille et que je me prépare à remplir ma tâche, au service de mon pays. Le peuple bulgare ne se mobilise pas aussi facilement qu'il y paraît aujourd'hui. Il y a en lui beaucoup de sagesse, une perception aiguë des personnages politiques et des qualités qu'ils s'attribuent. Mais il y a aussi ce que j'appelle le « national-nihilisme » : nous nous auto-critiquons, nous procédons à la démolition de nous-mêmes, nous nous persuadons que le pays ne vaut rien ! Puis, subitement, nous nous rendons compte que la Bulgarie est un pays merveilleux, que le peuple est formidable, et que nous pourrions développer des capacités considérables s'il y avait quelque chose pour les mobiliser.

■ **Royaliste** : Quant à l'identité nationale, les musulmans bulgares constituaient à l'époque communiste un groupe méprisé, maltraité et vic-

time de persécutions spécifiques. Quelles sont, aujourd'hui, les relations entre la majorité, de religion orthodoxe, et ces musulmans ?

S.M. le roi Siméon : Dans notre pays, nous avons une particularité, pour ne pas dire une chance : les musulmans sont de trois provenances. Il y a les Bulgares qui se sont convertis à l'islam au cours des cinq siècles de présence ottomane, les Turcs qui sont restés en Bulgarie après l'indépendance, et puis une partie de nos Roms qui sont également de religion musulmane.

Cet ensemble constitue 13 % de la population. Mais les citoyens de religion musulmane ne sont pas groupés dans une seule partie du pays - encore moins à la frontière turque - et le fait que nous n'avons pas été chrétiens déclarés pendant cinquante ans, à cause du poids du marxisme, a l'avantage de faciliter les relations entre les confessions. Il n'y a pas une crispation orthodoxe qui s'identifierait au nationalisme.

De plus, le chef de file du *Mouvement pour les Droits et les Libertés* (MDL), Ahmed Dogan, est un personnage tout à fait exemplaire, c'est un véritable homme d'État qui est tout à fait conscient de la « bulgarité » des citoyens musulmans. Je tiens d'ailleurs à souligner que le MDL n'est pas un « parti turc », pour les raisons historiques que j'ai dites, ni un « parti musulman » puisque certains adhérents ne sont pas musulmans.

■ **Royaliste** : Quelles sont vos relations avec Ahmed Dogan ?

S.M. le roi Siméon : Nos relations sont excellentes, et je suis toujours heureux de retrouver mes compatriotes musul-

mans. Il y a peu de temps, j'étais avec ma fille à une fête qui rassemblait trois mille personnes autour d'une célèbre chanteuse turque et nous étions tous enchantés de ce moment passé ensemble.

■ **Royaliste** : Le peuple bulgare souffre manifestement des conditions dans lesquelles se déroule la transition entre le collectivisme et une économie d'échanges libres. Quelle est votre regard sur cette situation ?

S.M. le roi Siméon : Nous avons beaucoup pataugé ! Personne n'est « professeur es transition », surtout après une période totalitaire. Je tiens à souligner combien la vie est difficile pour l'ensemble des retraités et pensionnés, et pour tous ceux qui sont au chômage. La privation d'emploi est d'autant plus difficile à supporter que le chômage était réduit à très peu de chose sous le régime communiste (le chiffre officiel, invariable, était de 15 000 personnes), et la population s'est habituée à cette situation de plein emploi d'un genre très particulier.

Il y a maintenant 700 000 chômeurs. C'est là un bouleversement de la société. Beaucoup de ceux qui ont vécu sous le communisme sont écrasés par ce fait et ne tentent même pas de réagir. Souvent, à Madrid, des gens viennent me demander un travail. Je ne demande pas mieux, mais comment voulez-vous que je fasse ! Il faut bien entendu développer l'offre d'emplois dans l'économie. De ce point de vue, la situation n'est certes pas désespérée car de nombreuses entreprises se créent.

Mais les Bulgares qui ont mon âge ou qui sont un peu plus jeunes que moi savent qu'ils appartiennent, hélas, à une

génération brimée, gâchée, hors du jeu. Ceux qui ont une quarantaine d'années se débrouillent à peu près, et je vois avec plaisir que ceux qui ont une vingtaine d'années constituent cette « génération internet » qui fait preuve d'une énergie magnifique. Je suis donc plein d'espoir mais, j'y insiste, beaucoup de retraités sont dans une situation terrible. Il y a quelques mois, un vieux médecin (il a 94 ans), personnage tout à fait merveilleux, me disait qu'il allait prendre ses « quartiers d'hiver ». Nous étions en novembre. Je lui ai demandé où il allait habiter et il m'a répondu qu'il restait dans son appartement mais qu'il allait s'installer dans sa salle de bain parce qu'elle avait l'avantage d'être chauffée par un tuyau de l'immeuble. Mon ami n'avait pas la possibilité de chauffer son appartement. On voit cela, dans l'Europe de l'an 2000 ! Comment ne pas avoir la gorge serrée ? Tel est le coût de la transition, qui a profité aux petits malins et aux gros escrocs, organisateurs du capitalisme le plus sauvage qui soit.

■ **Royaliste** : La nation bulgare est-elle prête à jouer un rôle dans l'équilibre du sud-est européen, plus particulièrement par rapport à la guerre civile qui a commencé en Macédoine ?

S.M. le roi Siméon : Nous avons des complexes parce qu'on nous reproche d'avoir été nationalistes par moments. Par ailleurs, nous regardons vers l'Union européenne et l'intégration à cet ensemble paraît prioritaire. Cela fait que les choses se sont jusqu'à présent bien passées : les grandes puissances ont apprécié l'attitude de la Bulgarie pendant la crise du Kosovo, et il en est de même au moment où se développe la crise macédonienne. Il est vrai que la Bulgarie constitue un élément de stabilité dans le sud-est de l'Europe, et notre diplomatie souhaite que la situation puisse évoluer dans un sens pacifique.

■ **Royaliste** : Beaucoup, à l'ouest de l'Europe, ont tendance à fonder la Bulgarie dans cette « poudrière balkanique » qui n'en finit pas d'exploser en de multiples conflits. Qu'est-ce qui marque la différence entre votre nation et les pays voisins ?

S.M. le roi Siméon : Sans doute le fait que certains de nos voisins sortent d'une fédération qui manquait de solidité. L'ancienne Yougoslavie était lourde de tendances centrifuges qui se sont révélées de la manière que vous savez. Peut-être sommes-nous trop petits pour subir des tensions de ce genre. Il n'y a pas de conflits ethniques en Bulgarie, et nous n'avons pas de revendications territoriales. La République de Macédoine existe, elle peut maintenir un équilibre entre l'actuelle Yougoslavie, la Turquie et la Grèce et nous ne sommes pas



concernés par les affrontements qui ont lieu dans les régions habitées par de nombreux albanophones. Bien sûr, le conflit se déroule tout près de notre pays, et il faut redouter, surtout en période électorale, l'apparition de passions nationalistes qu'il est toujours facile d'exploiter. J'espère que nous saurons garder notre sagesse, et je m'efforce de préserver les sentiments pacifiques qui nous animent.

■ **Royaliste** : Qu'en est-il, aujourd'hui, des relations entre la Bulgarie et la France ?

S.M. le roi Siméon : La Bulgarie fait partie de l'ensemble francophone, grâce au président Jeleu et au président Mitterrand. Pour nous, c'était la première adhésion à une grande organisation internationale et cela nous a beaucoup aidé. Mais la présence française pourrait être plus importante dans notre pays. Sans qu'il soit besoin de faire de gros efforts financiers, les résultats pourraient être très appréciables dans le domaine des relations culturelles. Je m'efforce de rapprocher nos deux pays et je suis persuadé que, sur le plan des échanges économiques, les entreprises françaises n'ont pas encore saisi les avantages que représente notre pays - dans des secteurs tels que la pharmacie, l'agroalimentaire ou le tourisme. Encore faudrait-il renforcer notre cadre législatif et montrer, plus généralement, à quel point la Bulgarie peut être un pays accueillant.

Propos recueillis par
Yvan Aumont
et Bertrand Renouvin

Au carrefour des convoitises

Déclenchés par les albanophones de l'UCK, les affrontements sanglants qui déchirent la Macédoine obligent à s'interroger sur l'avenir d'une jeune république qui est un des éléments clefs de l'équilibre du sud-est européen.

Depuis dix ans, sur les territoires de l'ancienne fédération yougoslave, les espoirs de paix sont toujours déçus (1). A partir de la Slovanie, la logique de fragmentation et de guerre civile se propage vers Skopje, capitale de la République de Macédoine, d'une manière qui paraît inexorable. En Bosnie, le feu continue de couvrir comme l'ont montré les violents incidents qui ont éclaté le 7 mai dernier à Banja Luka, lorsque des extrémistes bosno-serbes se sont opposés à la reconstruction de la mosquée Ferhadija, merveille de l'art ottoman dynamitée en mai 1993.

Au Kosovo, une administration néo-coloniale et des troupes d'occupation n'ont pas empêché les milices de l'UCK (indépendantistes albanophones) de reprendre les armes, de mener des opérations de guérilla dans le sud de la Serbie puis d'ouvrir de nouveaux fronts sur le territoire de la République de Macédoine, dans les régions où

vivent de nombreux Albanais. Impuissante à enrayer la violence entre Kosovars et entre Macédoniens, l'OTAN a seulement obtenu que le gouvernement de Skopje ne proclame pas l'état de guerre, mais il ne se passe pas de semaine sans qu'on n'évoque le bain de sang à venir.

Voici donc reposée la question macédonienne, qu'on croyait résolue en gros « depuis la guerre de 1914 » et plus exactement depuis le traité de Bucarest du 10 août 1913 qui découpe la région macédonienne en trois parts inégales attribuées à la Serbie, à la Grèce et à la Bulgarie - jusqu'à ce que la deuxième guerre mondiale opère une nouvelle redistribution, provisoire, d'un ensemble qui fera ensuite partie de la Yougoslavie socialiste. L'éclatement de cette fédération a permis l'accession de la République de Macédoine à l'indépendance, à l'automne de 1991. De petite taille, le pays est pauvre, son identité est problématique et son existence même a été radicalement contestée par la Grèce, qui avait décrété un embargo illégal et qui lui déniait jusqu'à sa dénomination.

Maintenant que cette pression extérieure s'est relâchée, voici que se développe un conflit intérieur entre Albanais de Macédoine et Macédoniens (en général des slaves, orthodoxes) de Macédoine. Arrêtons là ce résumé qu'on vou-

draît véridique, mais qui est scandaleusement réducteur. Il suffit d'oublier une majuscule, d'omettre une faction, de négliger un événement pour être considéré comme un ignorant, ou comme un agent de Tirana, de Sofia, de Belgrade.

On n'ose imaginer les dangereuses imbécillités que pourraient proférer les intellocrates spécialisés dans l'exploitation des passions balkaniques si, n'ayant rien de mieux à faire, ils se saisissent de la crise macédonienne.

Pour se tenir à l'abri de contagieuses bêtises, pour éviter tout ce qui pourrait attiser la violence, il faut prendre pour référence les spécialistes, rares mais excellents, qui étudient la République de Macédoine (2), carrefour toujours convoité par les puissances, petites ou moyennes, qui rivalisent depuis des siècles dans le sud-est européen. Une plongée dans l'histoire, en compagnie de Nadine Lange, permet de se remémorer le premier cycle de violence, déclenché par l'ORIM (Organisation Révolutionnaire Intérieure Macédonienne) et qui se termine par les deux guerres balkaniques. Bernard Lory parvient pour sa part à offrir des « approches » de l'identité macédonienne avec beaucoup de clarté, de nécessaires prudenances, mais en avertissant d'emblée que certains aspects de son analyse déplairont aux Grecs, aux Serbes, aux Bulga-

res - sans satisfaire les Macédoniens. Même remarque pour l'étude consacrée aux Albanais de Macédoine par Natacha Andonovski, qui permet de saisir la traduction macédonienne et balkanique des concepts de nationalité et de citoyenneté. Christophe Chiclet s'est penché quant à lui sur la « viabilité économique » du pays et explique pourquoi la Grèce, qui réagit depuis dix ans comme une nation balkanique plus que comme un pays membre de l'Union ouest-européenne, a peur de la Macédoine.

Des spécialistes macédoniens complètent cet ouvrage par des études ethnographiques, linguistiques et artistiques qui ne seront pas moins discutées que les sujets classiquement politiques puisque, dans les pays dont l'identité est problématique, toutes les questions relatives à l'archéologie et à la langue sont à la source de débats politiques dont la conclusion est souvent tragique.

L'ouvrage publié par Bernard Lory et Christophe Chiclet est le seul qui soit entièrement consacré à la République de Macédoine. Il est donc indispensable à tous ceux qui suivent avec angoisse le déroulement de la crise macédonienne, qui risque d'ébranler le Sud-Est européen. Mais ces travaux incitent aussi à des réflexions qui dépassent les enjeux balkaniques dans la mesure où ils rejoignent ce qui préoccupe aujourd'hui les Français et menacent l'identité de notre nation : les enchaînements violents qui soudent des « communautés » plus ou moins réelles, la dialectique de l'identité et de la différence, l'actualisation de la mémoire historique, la force des symboliques politiques.

Maria DA SILVA

(1) Lire ou relire l'ouvrage de Catherine Samary - « La déchirure yougoslave - Questions pour l'Europe, Conjonctures politiques » - L'Harmattan, 1994 - prix franco : 90 F.

(2) Christophe Chiclet, Bernard Lory (sous la direction de) - « La République de Macédoine » - Les Cahiers de Confluences, L'Harmattan, 1998 - prix franco : 115 F.

George Steiner et la Bible

C'est Pierre Boutang qui me fit connaître George Steiner, il y a bien une vingtaine d'années, en me recommandant son *Après Babel* (1) qui me fascina. Je garde le souvenir mémorable d'un dialogue entre les deux hommes sur Antigone et Abraham (2), un jour de soleil accablant, dans un studio de télévision, curieusement construit au beau milieu d'un immense parking pour poids lourds. Ces deux-là avaient décidément tout pour se comprendre dans un affrontement sans fin, leur culture, leur curiosité insatiable, et surtout un appétit métaphysique, presque une rage. C'est en lisant l'*Ontologie du Secret* que Steiner avait découvert Boutang, son lointain qui, ainsi, se révélait son plus prochain. Depuis lors, et au-delà de la disparition de l'ainé, le colloque s'est poursuivi entre les deux hommes, et j'ai le sentiment aigu qu'avec les deux derniers ouvrages de Steiner traduits de l'anglais en français, il atteint un degré rare de connivence tendre et âpre à la fois.

Dans *Errata*, écrit autobiographique, le cadet écrivait, à propos de sa proximité avec Boutang et de leurs conversations (celles qui comptaient parmi les heures stellaires de sa vie) : « Nous sommes animés d'une même passion absolue pour les Écritures et les classiques, pour la poésie et la métaphysique » (3). Par *Écritures*, il faut évidemment entendre *Écritures Saintes*, la Bible, les deux Testaments, l'amour de la poésie et de la philosophie aboutissant conjointement à la question « de la concevabilité ou de la négation de Dieu ». Qu'on lise aujourd'hui *Grammaires de la création* (4) et *Préface à la Bible hébraïque* (5), et l'on verra comment l'interrogation sans cesse relancée au creux des grandes pensées et des actes de création artistique aboutit à réinterroger les Saintes Écritures : « Chez un Eschyle, un Dante, un Bach ou un Dostoïevski, il y a un affrontement explicite avec la transcendance. Elle est à l'œuvre avec une force non déterminée dans un portrait de Rembrandt ou la nuit de la mort de Bergotte dans la Recherche de Proust. Le battement d'aile de l'inconnu a été au cœur de la poïesis » (4).

Mais ce battement d'aile ne va pas chez Steiner sans une inquiétude, une angoisse moderne qui est à contresens de l'élan créateur et de la foi. N'a-t-il pas entendu Pierre Boutang « chantant d'une voix cassée et exultante, presque une voix d'enfant, un hymne pascal, une poésie sur la résurrection » ? Lui n'en est pas là, dans son combat au milieu de la ténacité, où il attend le jour « où il y aura un immense excès de l'amour sur la haine ». Il lui faut se débattre avec l'athéisme et aussi la dénégation de son être juif. Paradoxe suprême, lui qui ne vit que dans le milieu du langage, subit l'épreuve de sa déconstruction chez ceux qui sont les héritiers de l'autorité de la parole : « Depuis les doutes de lord Chandos, les moqueries désolées de Kraus ou les paraboles de Kafka sur le silence jusqu'à la déconstruction derridienne, le judaïsme s'est mutiné contre l'héritage patrilial et paternaliste de la prédominance du texte » (4).

Tout l'effort de ce considérable lecteur, de cet inépuisable herméneute de la littérature est contraire à cette tentation nihiliste, mais le doute s'est infiltré avec l'expérience indicible de la guerre, lorsque « parler et écrire étaient devenus, au nadir de l'histoire, une expression d'absurdité et de désastre ». Steiner ne peut éluder l'absurde, il imagine ce

que pourrait être un athéisme authentique : « Quelle serait la contrepartie athée d'une fresque de Michel-Ange ou du Roi Lear ? » Mais il demeure du côté de la création, sourcier du sens « sous l'arc que décrit le miracle du langage, de l'art, de la musique et de la philosophie. » De ce point de vue *Grammaires de la Création* est étourdissant de réminiscences, de virtuosités, d'associations, où l'auteur évolue avec brio à la recherche des secrets du génie humain. Je ne puis m'empêcher de discerner dans ces discours continus, denses, un enthousiasme qui contraste avec le désenchantement que l'auteur décrit comme la tonalité du présent. Le mot discours correspond, en effet, au style oral puisque à l'origine du livre de véritables leçons ont été prononcées en 1990 (les fameuses *Gifford Lectures* à l'université de Glasgow).

Le mot de création renvoie, d'évidence, à la Genèse, et à la Bible en général, ainsi qu'à l'immense corpus qui est né de son inspiration. Dante, bien sûr, est l'objet de son attention précise. « Le Paradis est le sommaire de l'émerveillement systématique de Dante. On en vient à l'entendre comme un hymne dialectique - couplet et antienne - sur l'évidence aveuglante et l'incommensurabilité du verbe être. » Nous

sommes là dans le lieu où Steiner conçoit pleinement avec Boutang... Mais dans le registre de l'émerveillement, il convient d'ajouter la *Préface à la Bible hébraïque*, dont l'auteur s'interroge : où est la spécificité du livre des livres ? La Bible appartient-elle à la littérature ? Entre fondamentalisme et positivisme, les avis s'opposent sur des textes, soit dictés de la bouche même de Dieu, soit issus des plus prosaïques nécessités, au gré des contextes socio-ethniques. Steiner entend tout autrement l'interrogation, évoquant le Heidegger du miracle de l'aube de la pensée des Grecs, avant le rationalisme. Mais il lui faut aller plus loin encore, car c'est la « Bible hébraïque qui pose le plus de questions à l'homme ». Rien ne possède cette intensité, cet empire sur les mots. Et pour juger « des techniques littéraires et des transports rhétoriques » des

sommets bibliques, nulle idée n'est adéquate. L'occasion de cette réflexion est une réédition de la *King James Version* du début du XVII^e siècle, qui résulte du labeur commun de cinquante-quatre savants et hommes d'Eglise admis en l'abbaye de Westminster. Dès sa christianisation, l'Angleterre fut façonnée par la Bible, mais sa langue subit, au moment où elle s'élabora, une sorte de transfusion biblique, notamment grâce à William Tyndale qui voulut forger « un idiome en harmonie avec la gloire de Dieu ». C'est lui qui engendra l'anglais, tel que nous le connaissons aujourd'hui : la version de la Bible établie sous le roi Jacques I^{er} est dans la même veine. On demeure saisi de la somptuosité de cette langue qui unit la grandeur des évocations et l'art d'exprimer l'infime. George Steiner peut nous offrir alors le meilleur de son comparatisme, avec le brio de ses synthèses. La Bible est le livre source dont on saisit le son dans l'immensité de la littérature. Pour que celle-ci soit compréhensible, il faut décrypter toutes ses références au Livre, qu'il ne cesse de scruter, il faut bien le dire, dans l'émerveillement, même si parfois en son sein pointe la prémonition de la catastrophe.

(1) George Steiner - « Après Babel, une poétique du dire et de la traduction » - Albin Michel - prix franco : 132 F.

(2) Publié ensuite sous le titre « Dialogues sur le mythe d'Antigone, sur le sacrifice d'Abraham » - J.-C. Lattès - prix franco : 115 F.

(3) George Steiner - « Errata : récit d'une pensée » - Gallimard - prix franco : 115 F.

(4) George Steiner - « Grammaires de la création » - Gallimard, prix franco : 138 F.

(5) George Steiner - « Préface à la Bible hébraïque » - Albin Michel - prix franco : 95 F.

Nous avons un besoin urgent de votre aide :

participez à la souscription !

Un prince au pays des cèdres

C'est quasiment un accueil de chef d'État dont a bénéficié le prince Jean de France, duc de Vendôme lors de son récent voyage au Liban.

J eudi 26 avril à la tombée du soir, le bourg de Ghosta - monts du Liban dominant le golfe de Jounieh - est en fête. Les habitants déambulent dans la pénombre naissante. Des écolières revêtues de leur uniforme blanc et bleu brandissent des petits drapeaux rouge et blanc frappés du cèdre. Elles se mettent à les agiter bien fort quand l'harmonie communale entame une fanfare française saluant l'approche d'un cortège automobile. L'hôte attendu descend enfin de voiture. Sa silhouette mince et juvénile se délie doucement, les applaudissements fusent, les flashes des photographes crépitent ; le jeune homme sourit en déchiffrant la banderole pendue en arc de triomphe par-dessus la chaussée : « *Bienvenue au prince Jean d'Orléans, duc de Vendôme, Dauphin de France !* ». Le maire vient à sa rencontre. Poignées de main, bain de foule ; on grimpe les escaliers dans une pagaille bon enfant. Mots d'accueil, réponse, vœux et émotion partagés. Vin d'honneur. On boit à l'amitié franco-libanaise. Nouveau cortège, fanfare, personnalités et villageois mêlés, tous se rendent à la petite église du couvent où vécut, au siècle précédent, un saint patriarche maronite. Le propriétaire des lieux, descendant du saint homme, guide le prince Jean jusqu'à un tableau de la Vierge offert par Louis XV au bourg de Ghosta. Une jeune fille chante l'*Ave Maria* de Gounod avec des intonations orientalisantes.

Voilà six jours que le prince Jean de France sillonne le

Liban, multipliant les rencontres, écoutant les uns et les autres - humbles ou « décideurs » - prodiguant le message d'amitié de la Maison de France au pays qu'aima saint Louis et qui l'aima ; que visiteront avant lui le comte de Chambord, le prince de Joinville, Philippe VII d'Orléans comte de Paris, et où sa grand-mère, l'actuelle comtesse de Paris, fut l'initiatrice du jumelage entre la commune de Zouk et la ville d'Eu. Partout où il met ses pas dans celui de ces ancêtres, il reçoit le même accueil chaleureux.

Il est vrai que la visite du prince s'inscrit dans la dynamique des préparatifs du sommet de la Francophonie qui aura lieu en octobre à Beyrouth. Perspectives de coopérations linguistique, éducative et de formation professionnelle qui ont été largement évoquées dans l'entretien du mardi 24 avril avec le général Emil Lahoud, président de la République. De nombreux responsables politiques, journalistes, chefs d'entreprises, universitaires et avocats ont également tenu à rencontrer le jeune dauphin de France. « *C'est tout à fait normal dans le présent contexte libanais* » constate Issa Goraieb, rédacteur en chef et éditorialiste de *L'Orient le Jour*, le quotidien de langue française. « *Le prince incarne pour nous la pérennité des liens qui unissent la France et le Liban* » poursuit-il, « *et la présence d'une si haute personnalité française ne pouvait laisser indifférent le monde politique. Mais il y a sans doute selon les uns ou les autres des motivations très contrastées à leur empressement. Certains*

ne doivent pas manquer de quelque arrière-pensée. »

La situation politique est en effet des plus confuses dans ce pays multiconfessionnel dont l'acte fondateur le plus récent demeure les accords de Taëf, lesquels entérinent la présence syrienne en même temps que le partage constitutionnel des présidences (de la République, de l'Assemblée législative et du Conseil de gouvernement) entre les principales parties confessionnelles en présence - chrétiennes, chiïtes, sunnites. Les déchirements de la guerre ont laissé exsangues des partis chrétiens divisés. Divisions qui se renforcent aujourd'hui autour des problèmes de souveraineté nationale et d'ingérence syrienne dans les affaires intérieures et diplomatiques. Il n'est donc plus, qu'une seule voix du Liban, un seul héraut de l'indépendance nationale que rencontrera le prince au premier jour de son voyage : le patriarche Sfeir, chef de l'Église maronite. C'est ce que confirmeront inlassablement, au cours de leurs entretiens, les élus d'une opposition très « plurielle », du député Nassib Lahoud - fondateur du Renouveau démocratique et organisateur des rencontres de Kornet Chehwane instauratrices d'un « Pacte chrétien » - à Walid Joumblatt, député, président du Parti socialiste progressiste (PSP) et chef historique des Druzes, en passant par le très charismatique et populaire Georges Haoui, président du Parti communiste libanais. Tous reconnaissent au Patriarche, dont les sermons du dimanche sont diffusés par les télévisions et les radios, le courage de la liberté politique,

même si ce rôle inhabituel pour un clerc, comme le souligne l'écrivain et magnat de la presse de langue arabe Ghasan Tueni, « *témoigne en même temps d'une béance ouverte par une certaine médiocrité de la représentation nationale* ». Au cœur de cette agitation, le prince écoute calmement les uns et les autres. Il s'informe et questionne. Il entend les messages qui lui sont adressés, parfois entre les mots. Il se fait sa propre idée de la situation sans jamais en dévoiler la teneur. Il adopte en effet en toutes circonstances une réserve et une ferme sagesse qui frappent ses interlocuteurs, y compris à la télévision *Futur*, chaîne du Premier ministre, ou à la radio nationale qui l'interroge en direct sur le sens de son voyage au Liban et le rôle qu'il entend jouer comme Dauphin de la Maison de France. Les réponses du prince sont claires : « *Je renoue avec une tradition que m'a transmise mon grand-père le comte de Paris, celle de voyages en France et à l'étranger à la rencontre des gens. Soucieux du développement de la Francophonie dans le monde, je me suis ainsi déjà rendu en Louisiane et au Québec où j'ai noué de nombreux contacts et je suis aujourd'hui au Liban qui m'accueille en rendant hommage à l'œuvre de ma famille dans ce pays. Ma présence signifie aussi que j'entends jouer un rôle personnel dans la poursuite d'une amitié franco-libanaise concrète et constructive, avec la volonté d'aider au développement des relations culturelles, affectives, sociales, économiques et éducatives entre nos deux pays* ». Interrogé sur la forme de son action de prince dans son pays, il répond avec une grande spontanéité : « *Tout au long de l'année, je vais à la rencontre des Français, chez eux, dans leurs villes et provinces si diverses. Il s'agit pour moi d'être présent et proche de la réalité, de répondre à des préoccupations très simples, très concrètes ; d'appréhender les problèmes quotidiens des Français confrontés à un monde de plus en plus complexe.* »

Un souci de présence qui ne peut que nous réjouir...

Camille DELAVILLE

La NAR a trente ans... et toujours aussi peu d'argent !

Je dois vous avouer, qu'en ce moment, ce n'est pas sans quelque inquiétude que je scrute le courrier chaque matin. Il faut que je me rende à l'évidence : notre souscription stagne. Lancée il y a presque deux mois, nous avons à peine dépassé la moitié de l'objectif des 60 000 F qui nous sont indispensables. Me suis-je bien fait comprendre ? Faute d'atteindre notre objectif nous serons contraints de réaliser des économies draconiennes. Que déciderons-nous alors de faire ? Réduire le nombre de pages du journal ? Ne paraître qu'une fois par mois ? Toutes ces éventualités sont désastreuses et il faut absolument les éviter. C'est tout à fait possible si nos amis les plus fidèles se mobilisent, si tous ceux qui apprécient *Royaliste* font le petit effort financier indispensable pour que le journal puisse continuer. Il reste un peu plus d'un mois avant les vacances d'été. C'est à ce moment là que nous ferons le bilan et prendrons les décisions nécessaires. Il ne tient qu'à vous que nous ne soyons pas contraints au pire.

Yvan AUMONT

4^e liste de souscripteurs

C.A. (Paris) 300 F - D.A. (Ain) 500 F - Patrick Barrau 190 F - Guy Delranc 160 F - Christian Fleury 500 F - Christian Frater 400 F - Maurice Lesaulnier 50 F - Pierre-Olivier Pfister 150 F - Hervé Rumin 200 F - Bernard Sonck 1000 F - François Tanné 500 F - Hugues Troussel 200 F - J.V.P. (Côte d'Or) 125 F - Hubert Wiat 200 F.

Total de cette liste : 4 475 F

Total précédent : 29 840 F

Total général : 34 315 F

CONSEIL NATIONAL

Le Conseil national de la NAR se réunira à Paris, le dimanche 24 juin. Rappelons que le Conseil national est un organisme, élu par les adhérents pour une durée de deux

ans qui a comme rôle principal celui de conseil politique auprès de Comité directeur il intervient directement sur les décisions à prendre quant à la ligne politique du mouvement.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : royaliste@multimania.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : *Royaliste* - CCP 18.104.06.N Paris

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 10 F est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des *mercredis* » annuelle (50 F) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 30 F).

● Mercredi 30 mai : Ancien élève de l'École nationale supérieure, agrégé d'histoire, Édouard HUSSON est actuellement chargé de recherches à l'Institut d'histoire du temps présent de Munich. Spécialiste de l'histoire allemande, observateur avisé de l'actualité politique européenne, notre invité a consacré un ouvrage capital aux débats qui opposent depuis un demi-siècle les historiens allemands sur la question du nazisme.

ABONNEMENT-ESSAI

Royaliste ne doit compter que sur ses lecteurs pour toucher de nouvelles personnes. Pour cela, quel meilleur ambassadeur que le journal lui-même ? Ouvrez donc votre carnet d'adresses et envoyez-nous les noms et coordonnées de ceux de vos amis susceptibles d'être intéressés par *Royaliste*. Nous leur ferons un abonnement d'essai pendant trois mois. Prix de chaque abonnement : 25 F.

FANIONS

Nous proposons des petits fanions de table aux armes de France. En rayonne de format 12 x 14 cm, surmonté d'une lance en plastique, sur un socle en bois verni de 50 mm. hauteur totale 28 cm. Prix franco : 50 F.

Le même modèle existe aussi avec les armes du dauphin : 50 F franco également.

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous sans engagement de votre part.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

.....

.....

désire recevoir, sans engagement de ma part, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« *Royaliste* », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Pas de compromis !

La campagne électorale qui commence vient confirmer le caractère inédit de notre situation politique. Devant des citoyens transformés en spectateurs plus ou plus indifférents, consternés ou révoltés, la bataille se déroule à l'intérieur du milieu dirigeant, ce qui n'est pas nouveau, mais selon le même axe idéologique.

Entre les deux grands rivaux, les surenchères se déroulent donc sur la même pente démagogique avec le soutien actif d'équipes de « droite » ou de « gauche » qui sont prêtes à tous les bricolages, à tous les arrangements possibles et imaginables pour liquider les « dossiers » gênants (la Corse), pour délester le futur président et le gouvernement qui sera constitué après les législatives de ses fonctions politiques et des responsabilités quotidiennes qui en découlent.

En d'autres termes, nous assistons à la mise en application du concept de *gouvernance*, qui n'a pas besoin d'être traduit en français pour que nous comprenions sa signification. A l'encontre du gouvernement des hommes, qui implique une mise en oeuvre rigoureuse de la loi par l'administration d'État, la *gouvernance* consiste à ne plus gouverner au sens de l'article 20 de la Constitution (« déterminer et conduire la politique de la nation ») et à liquider progressivement l'administration, dépouillée de son pouvoir par des organes de régulation qui ne jouent même pas leur rôle, privée de ses moyens par les privatisations, subvertie par la diffusion de l'esprit, des méthodes et de la langue d'un marke-

ting imbécile et menacée par une nouvelle étape dans la décentralisation qui aboutira, *stricto sensu*, à l'anarchie locale. Il n'est plus possible de croire que les patrons et les parrains du milieu dirigeant se contentent de jouer avec des mots à consonance anglo-saxonne. Il n'est plus permis de penser qu'ils s'en tiendront au laisser-faire économique : les dirigeants de « droite » ont renoncé à combattre pour leurs valeurs, et ceux de gauche ne peuvent plus pré-



tendre lutter contre la « société de marché » depuis la diffusion de *Loft Story*, sa parfaite métaphore.

Aujourd'hui, les équipes de droite et de gauche sont en train de s'entendre pour détruire la structure territoriale de la nation : après avoir déclaré le 15 mai que « *la Corse n'est pas le laboratoire de la décentralisation* », le ministre de l'Intérieur, répondant à l'attente de Valéry Giscard d'Estaing et d'autres caciques, s'est déclaré favorable, le 17 mai, à une « *nouvelle étape de la décentralisation* » tandis que Jacques Chirac souhaitait, le lendemain, que « *chaque collectivité d'outre-mer*

puisse « *évoluer vers un statut différencié, en quelque sorte un statut sur mesure* ».

L'unité nationale est désormais en question. Il est inutile de publier de solennelles mises en garde puisque la destruction de la nation et de l'État figure dans le programme commun du milieu dirigeant, tel qu'on le lit sous la plume MM. Colombani, Minc et Fauroux. Ceux-là savent ce qu'ils font, et nous disent précisément ce qu'ils veulent défaire : après l'administration centrale et locale, ils mèneront l'attaque décisive contre l'enseignement public puis ils s'efforceront de diluer l'armée dans une quelconque machinerie « européenne ». Quant aux magistrats, ils auraient tort d'écouter ceux qui glorifient le Juge : l'autorité judiciaire, qui commence à être soupçonnée, sera tôt ou tard victime de ceux qui veulent, par principe, ruiner toutes les institutions.

Aux citoyens séduits par les thèmes de la « société civile mondiale », de la « modernité » libérale-libertaire et de la « démocratie de proximité », nous dirons sans relâche ceci : le milieu dirigeant est en train, pour la défense de ses intérêts spécifiques, de soumettre la nation française à des Américains qui n'ont pas l'intention de renoncer aux instruments de leur puissance ; la modernité est l'alibi d'un principe concurrentiel radicalement destructeur ; plus les pouvoirs seront décentralisés, plus ils seront soumis à la pression des extrémistes, des groupes financiers et des multinationales du crime organisé.

C'est à toutes ces formes d'oppression, d'exploitation et d'aliénation qu'on est en train de nous livrer. Aucun compromis n'est possible avec le milieu dirigeant. Il faut lui opposer une résistance quotidienne, dans tous les domaines, au nom de l'unité, de la justice et de la liberté.

Bertrand RENOUVIN